

Communiqué des enseignant.e.s de l'est et du nord parisien mobilisés contre les groupes de niveau

Nous sommes un collectif composé de plus d'une vingtaine d'établissements parisiens mobilisés contre les mesures dites du « choc des savoirs ». Nous avons envoyé un courrier collectif le 1^{er} février demandant une audience au rectorat de Paris au sujet de la baisse des DHG (les moyens horaires affectés à chaque établissement) et de la mise en œuvre des groupes de niveau. Cette demande étant restée sans réponse, nous nous sommes mis en grève le 26 février et avons organisé un rassemblement devant le rectorat de Paris. Une nouvelle demande d'audience collective est elle aussi restée sans réponse.

Le constat est partout le même : nos collèges subissent des baisses de moyens, des suppressions de postes et de classes et voient le peu d'heures de marge qui leur restent être fléchées sur un dispositif que tou.te.s récusent fondamentalement. L'instauration des « groupes de niveaux » en 6^e et en 5^e, outre qu'elle est une aberration pédagogique récusée par toute la recherche, est une réforme politique qui assume d'accentuer les inégalités sociales. Elle va avoir des conséquences désastreuses pour tous nos élèves : disparition du groupe classe, concurrence exacerbée entre les élèves, changement de groupe rendu impossible par des rythmes de progression différents, ségrégation et sentiment d'échec pour les plus faibles, pression accrue pour tous les élèves, absence de dynamique positive dans le groupe des plus faibles, fin des dédoublements, des projets et des voyages de classe... Cette réforme signe la mort d'une ambition commune pour tous les élèves !

Par ailleurs, alors que ces annonces n'ont toujours aucun cadre réglementaire le Rectorat de Paris fait du zèle en inscrivant les groupes dans les DHG (ce qui ne se fait pas dans toutes les académies...) Cela, alors même que le gouvernement négocie avec les représentants de l'enseignement catholique privé qui pourrait bien être exempté des groupes de niveaux. Situation qui accentuerait la concurrence déloyale avec le privé, particulièrement forte à Paris !

Nous sommes très attaché.es aux promesses démocratiques du collège unique, et nous sommes loin d'être les seul.e.s. La contestation s'amplifie contre cette réforme, particulièrement en ce qui concerne les groupes de niveau, et mobilise maintenant des établissements de nombreuses académies. Elle suscite aussi un mécontentement croissant auprès des parents.

Face au mépris du rectorat qui refuse de nous recevoir, face au mépris du ministère qui s'arc-boute sur cette réforme profondément injuste, **notre collectif a décidé d'organiser une journée « collèges déserts », conjointement dans différents établissements, le mardi 12 mars.** Les parents n'enverront pas leurs enfants à l'école, en signe de protestation contre l'instauration des groupes de niveau ; dans beaucoup d'établissements cette opération s'organise avec le soutien de la FCPE.

Par ailleurs, un préavis de grève a été déposé par plusieurs syndicats pour soutenir l'opération « collèges déserts ». Nous nous sommes rassemblés à 14h, place Bainville, à proximité du ministère de l'Éducation nationale pour montrer notre détermination à poursuivre la lutte, amplifiée ce soir par le rassemblement de plus de 400 enseignants grévistes du 93.

À Paris, le 7 mars 2024